

10 – 10 - 2013 : encore une fois Ferus écrit n'importe quoi à propos des Pyrénéens et des ours

Le 10 octobre 2013, sous le titre « *Pensez-vous que l'ours a une place dans les Pyrénées ?* », une fois de plus, Ferus diffuse n'importe quoi à propos de l'acceptation sociale de l'ours dans les Pyrénées.

(<http://www.ferus.fr/actualite/pensez-vous-que-l-ours-a-une-place-dans-les-pyrenees>)

De quoi s'agit-il en fait ?

De simples propos recueillis cet été par les militants de Ferus au hasard d'échanges sur des marchés pyrénéens : 29 marchés différents (où ils revenaient plusieurs fois, comme à St Girons), 1136 personnes interrogées dont 693 vivant dans les Pyrénées, une moyenne de ... 39 et 24 personnes par marché et pour toute la période ! Soit ils s'étaient réveillés un peu tard et arrivaient quand les commerçants avaient plié et les acheteurs disparu, soit les uns et les autres les envoiaient gentiment sur les roses !

Résultat de cet insignifiant bilan : « *près de 80% des Pyrénéens et plus largement des Français pensent que l'ours a toujours une place dans les Pyrénées.* »

Le dernier véritable sondage de l'IFOP montre en fait exactement l'inverse. Il date de 2008.

(http://bdm.typepad.com/files/perception_ours_2008_07_d%C3%A9tails-1.pdf)

A la question de savoir s'il fallait ou non réintroduire de nouveaux ours, l'ensemble des montagnards répondaient non à 60% ; et si l'on prenait les trois départements des Pyrénées centrales où les ours importés étaient alors présents (09, 31, 65) ce non atteignait 67% avec un pic de 71% en Ariège, le département aujourd'hui encore le plus impacté par les attaques d'ours.

Quant au niveau national, le non y grimpeait de 25 à 41 % par rapport à la même question posée en 2003. Mais entre 2003 et ce sondage 2008 les importations d'ours de 2006 avaient eu lieu et leur cortège de problèmes, y compris pour les ours eux-mêmes : on était passé de l'hypothèse, du rêve, à la réalité pratique. Les sondés en tiraient des conclusions drastiques même lorsqu'ils n'étaient pas directement concernés comme c'est le cas ailleurs que dans les Pyrénées.

FERUS conclut en appelant l'Etat à réintroduire de nouveaux ours. Mais où ? Certainement pas dans les Pyrénées. La Directive européenne Habitats précise que de telles réintroductions ne sont pas obligatoires et que si les Etats membres en décident, ce ne peut être qu'après consultation « *des populations concernées* » (art. 22). « **Concernées** », ce n'est pas la France entière.

Or l'Europe elle-même souligne le refus des Pyrénéens et en tient compte dans ses tous derniers rapports à propos des ours⁽¹⁾ : après les réintroductions de 95 et 96 déjà « *un plan LIFE complémentaire, qui visait à renforcer la population d'ours brun des Pyrénées à travers la réintroduction de trois autres individus, a été annulée par le bénéficiaire en raison de la résistance des agriculteurs locaux.* » (Page 15)

Rien n'a changé en 2013 : « *Une forte opposition locale peut signifier que des projets de nouveaux lâchers risquent de ne pas obtenir le feu vert. /.../ La population pyrénéenne d'ours bruns reste donc menacée, et seul un changement important dans les attitudes locales à la présence de l'ours dans les Pyrénées peut la sauver.* » (Page 16)

C'est bien dire que ce refus « *des populations concernées* », entre 60 et 71% de non on vient de le voir, est un feu rouge. Et les récents événements survenus sur l'estive de Pouilh, en Ariège, après une violente attaque d'ours, montrent clairement que le vert n'est pas à l'ordre du jour.

Ferus écrit vraiment n'importe quoi : encore une tentative de sa part de faire croire l'inverse de la réalité en projetant sur elle ses fantasmes ... aux dépens de ceux qui, sur le terrain, en subissent les conséquences.

⁽¹⁾ *LIFE and human coexistence with large carnivores*, Luxembourg: Publications Office of the European Union, 2013 - © European Union, 2013 - Préface de Janez Potočnik, Commissaire à l'Environnement.